

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10<sup>ème</sup> ANNEE — N° 123  
13 mars - 26 mars 1972

LE NUMERO :  
0,50 F

## Le rapprochement sino-américain

### Le truquage des antipodes

En 1917, pour caractériser l'époque ouverte par la révolution russe, Trotsky eut cette formule mémorable : « Lénine et Wilson sont les antipodes apocalyptiques de notre temps ».

L'Apocalypse est ce livre de la Bible qui évoque les épouvantes de la fin du monde. Sans la moindre épouvante, les communistes contemporains de Trotsky prévoient, non certes la fin prochaine du monde, mais celle de l'ère capitaliste de l'histoire. Combattant avec un ardeur sans précédent pour hâter cette fin, ils enseignaient au prolétariat qu'elle n'irait pas sans une lutte féroce de forces de classe gigantesques à l'échelle du monde entier.

Si dans cette lutte, Lénine et Wilson étaient en effet des « antipodes », ce n'est pas parce que l'un était Russe et l'autre Américain. C'est parce que Lénine représentait la cause du prolétariat révolutionnaire, c'est à-dire la dictature communiste et le socialisme, tandis que Wilson, qui venait de proclamer que le but de guerre des Etats-Unis était « l'établissement de la paix sur les fondements épurés de la liberté politique » apparaissait comme le chef de file de toutes les forces attachées à la défense du capital.

A l'époque, le monde bourgeois pouvait encore tenter de tourner en dérision l'« apocalyptisme » des communistes. Après les exploits fascistes, nazis et stalinien de la contre-révolution, après la seconde guerre impérialiste mondiale, après l'épopée anti-colonialiste, dans lesquelles les démocraties elles-mêmes ont bien montré de quoi elles étaient capables, c'est beaucoup plus difficile.

Tout cela n'a certes pas converti la pensée vulgaire aux thèses marxistes, mais l'a incitée à une emphase qu'elle réprouvait autrefois. A tel point que depuis 1945, surtout dans ses nuances réputées « extrémistes », elle n'a pas cessé de chercher des « antipodes » de échange pour le second après-guerre.

Naguère encore, singeant Trotsky, certains auraient volontiers proféré : « Mao et Nixon sont les antipodes apocalyptiques de notre temps ». L'ancien « péril jaune » était ainsi mensongèrement présenté comme un nouveau « péril rouge ». Le récent voyage de Nixon en Chine et l'histoire poignée de mains auront porté un coup mortel à cette absurde analogie historique, à laquelle le bon peuple terrifié a cru tout autant que les maoïstes, non pour s'en réjouir, mais pour la déplorer.

Ce n'est pas en tant que chef de l'Etat soviétique que Lénine fut et resta jusqu'à sa mort l'antithèse vivante de tout ce que Nixon incarnait hier et que Wilson incarne aujourd'hui : c'est en tant que restaurateur de l'Internationale et chef reconnu des prolétaires de tous les pays en rupture avec le social-patriotisme et le réformisme.

Pour Mao, rien de tel. Certes, en tant que chef d'une révolution bourgeoise à fond, il a bien pu épouvanter les partisans du *statu quo*, c'est-à-dire tous ceux qui se réjouissent que la

Chine de Tchang soit restée une chasse gardée de l'impérialisme. Il a bien pu se faire haïr de tous les conservateurs de l'Est et de l'Ouest comme les Jacobins du 18<sup>e</sup> siècle s'étaient fait haïr non seulement de l'Europe féodale, mais de l'Angleterre bourgeoise, âme des coalitions contre la Grande Révolution française. Il a bien pu être reconnu comme un héros national par un immense pays hier encore à demi-colonisé et toujours essentiellement paysan. Par contre, jamais il n'a été un chef du prolétariat international.

Même s'il l'avait voulu, il ne l'aurait pas pu, pour cette bonne raison que, dans le second après-guerre, le prolétariat international ne s'est pas montré tant soit peu enclin à reprendre l'ancienne lutte pour le Communisme, vaincue bien avant l'éclatement du second conflit impérialiste, reprise qui auraient exigé la reconstitution ne fût-ce que d'un embryon d'Internationale de classe sur les ruines de l'ex-Internationale de Moscou.

Quoiqu'usant et abusant de la phrase « socialiste », Mao ne pouvait pas vouloir une telle reconstitution. Sa nature de démocrate révolutionnaire, de patriote radical le lui interdisait. S'il en était besoin, les détails mêmes de sa légende, si complaisamment rappelés par la presse pendant la visite historique, suffiraient à eux seuls à prouver que Mao n'a jamais été qu'un Chinois de réputation mondiale, et pas du tout une figure mondiale née par hasard en Chine : un homologue du communiste Lénine, cet « ami du paysan », « ce poète héritier d'une culture millénaire », ce « pinceau délicat, si habile à peindre les caractères compliqués de l'écriture nationale » ? Allons donc, même un enfant ne s'y tromperait pas ! Ce n'est

donc pas la faute de Mao si l'intelligentsia brouillonne et la petite-bourgeoisie terrifiée d'Occident, sans parler des conservateurs lourdauds de l'Est européen, ont cru voir en lui le chef prédestiné de révolutions futures !

En fait, l'antagonisme entre la Chine de Mao et les Etats-Unis de Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson et Nixon, tous dignes héritiers du vieux Wilson, ressemble beaucoup plus, *mutatis mutandi*, à celui qui opposa il y a deux siècles la France de Robespierre et l'Angleterre de Pitt qu'à l'antagonisme entre la Russie bolchévique et le monde bourgeois avant la victoire du nationaliste et contre-révolutionnaire Staline. S'il fallut plus d'un siècle pour arriver à l'Entente cordiale, et moins de trente ans pour l'actuel rapprochement sino-américain, c'est qu'à l'époque impérialiste l'Histoire court bien plus vite que par le passé. Tout le monde sait ça, mais il importe de souligner que s'il a fallu une contre-révolution d'ampleur mondiale pour que la Russie puisse se rapprocher de l'Occident capitaliste, en Chine il a suffi d'une épuratoire locale pour que l'Etat en arrive à ce revirement à l'égard des Etats-Unis que notre Parti avait prévu au plus fort de la brève idylle sino-soviétique.

Tout en en dissimulant la signification, les grandes manœuvres diplomatiques ne font jamais qu'enterrer les grandes manœuvres du capital. Tant pis pour ceux qui, n'ayant pas vu le capitalisme chinois croître lentement sous l'enseigne du « socialisme », n'ayant pas compris que la phrase était tout ce qui restait de « révolutionnaire » dans la Chine de la « révolution culturelle », ont pleuré de déception en voyant leur héros serrer cordialement la main de l'impérialiste Nixon !

(Suite page 4)

A l'occasion du récent incident chez Renault, notre Parti a diffusé le tract suivant :

## Le plomb de la démocratie contre la dictature du capital

TRAVAILLEURS, CAMARADES !

Le 26 février, un militant ouvrier, Pierre Overney, était assassiné par l'ordre capitaliste aux portes de l'usine Renault de Billancourt. Une fois de plus, la réalité féroce des faits confirme que, pour le prolétariat, la démocratie bourgeoise vaut le fascisme, et que la coexistence apparente entre les classes masque une guerre civile larvée entre exploités et exploités qui devra un jour éclater ouvertement.

D'une manière ou d'une autre, toutes les forces et les partis ont vu dans cet assassinat non le fait normal et inévitable d'une société d'exploitation, mais soit un « accident regrettable », soit un crime de la classe ennemie qu'on pourrait éliminer sans l'abolition du salariat. D'une manière ou d'une autre, toutes les forces et les partis font croire que le prolétariat a quelque chose à défendre dans le capitalisme, qu'il a un terrain d'entente commun avec d'autres classes, celui de la défense de prétendues « libertés démocratiques » dont la mythologie bourgeoise voile la réalité de l'oppression de classe. D'une manière ou d'une autre, toutes les forces et les partis cachent au prolétariat que la seule réponse que la classe ennemie réserve à ses révoltes est celle du plomb et de la mitraille. Toutes les forces et les partis ont tiré des leçons qui d'une manière ou d'une autre masquent que l'Etat bourgeois, qu'il soit démocratique ou fasciste, est le véritable gardien de l'ordre capitaliste, le rempart que le prolétariat devra abattre pour instaurer son pouvoir dictatorial qui, seul, permettra d'abolir les classes.

Avec son hypocrisie habituelle, la bourgeoisie, qui ne s'émeut jamais des victimes et de la misère qu'elle crée tous les jours, fait semblant de s'étonner qu'il ait pu y avoir à l'intérieur de l'usine « un individu » armé, elle qui entretient un Etat, une armée, pour garantir sa domination de fer sur la classe ouvrière. Elle fait retomber la « responsabilité » de la violence sur le « fanatisme idéologique » d'une « poignée d'agitateurs », alors que la bonne marche de son monde, le capitalisme, se fait par une violence permanente, physique et morale, sur les travailleurs.

Faisant chorus avec la classe ennemie, le P.C.F. et la C.G.T. nient la violence permanente de l'Etat démocratique du capital et s'efforcent de terroriser la classe ouvrière en agitant l'épouvantail de la répression et du fascisme. En affirmant qu'« il n'y a jamais eu de climat de violence chez Renault », que « ce qui caractérise la Régie, comme les autres usines de France " c'est " un effort permanent pour mieux vivre " (Humanité du 28 février), en déclarant que « Mai 68 ne doit pas recommencer » (Marchais), ces enrégés de l'ordre montrent bien que la seule violence qu'ils n'acceptent pas, c'est celle des ouvriers contre la bourgeoisie : pour eux, toute lutte de classe est une « provocation », toute révolte un « complot », un « crime monstrueux » (Marchais à Strasbourg). Ils font ainsi bloc avec l'Etat, la bourgeoisie, l'ordre capitaliste. Représentants politiques de l'aristocratie ouvrière achetée par les miettes que lui jette la bourgeoisie, ils jouent leur rôle naturel d'agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Quant aux partis gauchistes, lorsqu'ils s'élèvent contre les aspects les plus barbares de la violence bourgeoise, ils ne font eux

(Suite page 4)

## Lutte armée ou voie pacifique : un "faux dilemme"

A l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du P. C. chilien, " l'Unité " du 2 janvier 1972 a publié un texte de son ex-secrétaire général Luis Corvalan, intitulé : " Un faux dilemme : voie pacifique ou lutte armée ". Il date de 1961 ; toutefois, au dire de ces messieurs du P. C. eux-mêmes, il est " d'une grande actualité " comme synthèse des théories opportunistes sur les moyens de conquérir le pouvoir. Lisons donc ce chef-d'œuvre... d'anti-marxisme :

« Loin de nous — dit Corvalan — l'intention de prophétiser les voies concrètes du futur. A notre avis, en partant d'une évaluation réaliste des conditions historiques spécifiques d'un pays donné, il est possible uniquement de donner des mots d'ordre généraux quant à la voie la plus probable, pacifique ou violente. Tout schéma tracé à l'avance, toute formulation mécaniste, peuvent être démentis par la vie réelle. A ce propos, il nous semble erroné de penser que la révolution doit obligatoirement prendre le chemin de la violence dans les pays où n'existe pas de tradition démocratique bourgeoise et où règnent des dictatures brutales, et que, par contre, elle doit prendre la voie pacifique là où existe une telle tradition et où il y a un gouvernement constitutionnel... »

Il ne s'agit pas de " prophétiser ", répondons-nous, mais de prévoir scientifiquement. Ou bien l'on nie que les faits sociaux puissent être analysés selon une méthode scientifique — et dans ce cas on est de vulgaires empiristes obsédés par la contingence, on vit au jour le jour, on avance à l'aveuglette dans les ténèbres ou l'on attend l'illumination du bon dieu — ou bien alors on doit admettre que non seulement ils peuvent, mais doivent être scientifiquement étudiés et prévus par le parti révolutionnaire.

Dans le choix des moyens, nous, communistes, n'avons jamais procédé selon une méthode idéaliste. Nous adoptons les moyens sur la base de l'expérience des luttes de classes passées, puis de la situation actuelle et des buts que le mouvement se propose d'atteindre, non pas d'aujourd'hui mais depuis toujours. Or l'expérience du passé comme du présent amène invariablement à la conclusion que la bourgeoisie ne cédera jamais le pouvoir économique et politique de sa propre volonté, mais qu'au contraire elle le défendra féroce-

En effet, Corvalan a raison : " Voie pacifique ou lutte armée " c'est " un faux dilemme ". Pour nous, pas de doute possible : la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ne peut se faire que par la lutte armée.

Quand Marx admit la possibilité, dans l'Angleterre de l'époque, sans armée permanente, sans les forces de police adéquates, que la classe ouvrière, alors en plein développement numérique, pourrait prendre le pouvoir sans épanchement de sang, il se référait à l'éventualité que la bourgeoisie, face à une pression prolétarienne écrasante et à l'existence de rapports de forces défavorables, céderait les armes (mais, comme écrit Engels, il n'oubliait pas d'ajouter que les classes dominantes anglaises " ne se seraient pas soumises à une telle révolution pacifique sans une proslavery rebellion ", et comment réprimer une révolte dont le but est de rétablir l'esclavage salarié sinon par la violence ?)

Or, une éventualité de ce genre rentre dans les épisodes de guerre les plus normaux. Combien de fois est-il arrivé que des armées entières, des forteresses ou des villes, aient capitulé sans condition ? Peut-on dire pour autant qu'elles ont abandonné les armes et " choisi " la " voie pacifique " ? Certainement pas : elles se sont pliées à la dure loi de la supériorité de la force adverse. Mais cette force doit exister ; elle doit s'exercer comme violence actuelle ou potentielle, et alors le " vaincu qui se rend " subit les conditions du vainqueur — c'est-à-dire, encore une fois, se rend à la violence. Dans le cas d'une guerre sociale, la bourgeoisie, vaincue de toute façon, serait privée de tout droit politique : est-ce de la violence ou non ? Et le maintien de cet état de sujétion présume-t-il ou non un appareil répressif dans le but d'empêcher à l'ennemi de se relever ? Et la répression peut-elle être... pacifique ?

Le pouvoir peut certes tomber dans les mains du prolétariat comme un fruit mûr, ou plutôt pourri, mais seulement parce que la classe prolétarienne aura à l'avance exercé pleinement sa propre violence armée. Il ne pourrait le conserver qu'au moyen d'une autre violence, dialectiquement renversée : au moyen de la dictature du prolétariat.

# Le marxisme et l'Irlande

La nouvelle flambée des conflits en Ulster, le massacre de Londonderry, la « marche des 40.000 », l'activité persistante de l'I. R. A. (Irish Revolutionary Army), illégale même dans l'Eire qui passe pourtant pour l'héritière de l'insurrection de 1916 à Dublin et de la romantique épopée des Fenians, tout cela confirme que même détrônée par des impérialismes plus puissants, même vassale des U. S. A., l'Angleterre bourgeoise reste impérialiste.

Et cet impérialisme se distingue toujours par la tartuferie spécialement répugnante de la « respectabilité » puritaine, comme en témoigne la mise en berne du drapeau du Royaume-Uni en l'honneur des victimes des paras anglais, qui constitue bien la pire dérision pour tous ceux qui ont dû, doivent et devront encore inévitablement subir les représailles et les tortures des envoyés de Londres et devenir les « hôtes de Sa Majesté » dans des camps de concentration dont le brevet d'invention est britannique et date de la guerre des Boers.

Cela prouve qu'un impérialisme peut bien perdre son hégémonie passée sans que la phase impérialiste elle-même connaisse ni trêve, ni atténuation. Comme l'impérialisme italien, comme l'impérialisme français, le lion britannique « fait ce qu'il peut », tout éclaté et poussif qu'il soit : s'il ne peut se vanter de quelque Vietnam ou de quelque Indonésie, c'est uniquement parce que les deux guerres qu'il a « gagnées » l'ont été... pour le compte des cousins d'Amérique.

En ce qui concerne l'autre camp, l'impuissance de la protestation désarmée et désarmante à la Bernadette Devlin est évidente et personne ne la prendra (espérons-le !) pour un exemple de... parlementarisme révolutionnaire. Quant à l'I.R.A. force est de reconnaître que c'est un mouvement ancré dans l'idéologie démocratique-bourgeoise : si elle existait, l'avant-garde du prolétariat irlandais devrait le dénoncer et le combattre impitoyablement pour s'opposer efficacement à l'impérialisme britannique que ni la « bourgeoisie nationale », ni la paysannerie irlandaise ne sont décidées à combattre sérieusement, ce qui prive l'I.R.A. de toute base tant soit peu consistante. La classe dominante de l'Eire ne pourrait se lancer dans un conflit avec l'Angleterre qu'à la faveur d'une guerre impérialiste, comme c'est le cas non pas des mouvements anti-colonialistes, mais de toutes les formes d'irréductibilité. La bourgeoisie irlandaise n'a aucun rôle révolutionnaire à jouer, et sa guerre, s'il y en avait une, serait la guerre d'impérialismes anti-britanniques, face à laquelle la position du prolétariat ne peut être que le défaitisme révolutionnaire.

C'est ici l'occasion de rappeler les thèses classiques citées dans nos "Facteurs de race et de nation" (1953) :

« 1. C'est à juste raison que, dans les pays pluri-nationaux, les marxistes radicaux ont combattu les sociaux-démocrates qui revendiquaient une autonomie simplement « culturelle », c'est-à-dire linguistique, au sein de l'Etat unique, et qu'ils ont revendiqué l'autonomie totale des minorités nationales, non pas comme une conquête bourgeoise ou réalisable par la bourgeoisie, mais tout au contraire comme un résultat de la destruction de l'Etat central par les prolétaires de la nationalité dominante ».

« 2. Les formules de libération et d'égalité de toutes les nationalités sont bourgeoises et contre-révolutionnaires, car une telle libération et une telle égalité sont impossibles sous le régime capitaliste ».

« 3. A l'époque où l'Internationale prolétarienne refuse tout appui et toute aide des forces politiques qu'elle encadre aux guerres entre les Etats, où elle nie que la présence dans un des deux camps en présence d'Etats de despotisme féodal ou moins démocratiques que les autres soit un motif suffisant pour déroger à ce principe et où elle pratique donc partout le défaitisme révolutionnaire, elle peut et elle doit néanmoins prévoir les effets historiques différents des différents dénouements possibles des conflits ».

« Tout en soutenant de toutes ses forces l'indépendance polonaise et irlandaise, Marx — rappelle le même texte — ne cessa pas, non seulement de condamner, mais de tourner en complète dérision l'idéalisme des bourgeois et des petits-bourgeois revendiquant la justice démocratique et la liberté des peuples... La solution — conclut le texte en question — ne peut être qu'internationale : mais pas plus que de heurts et de conflits entre Etats, elle ne sortira de leurs embrassements démocratiques, de la sordide unité de l'Europe dans la servitude ».

Il faut dénoncer les conceptions et les perspectives de l'I.R.A. et son incapacité matérielle de mouvement petit-bourgeois à paralyser l'impérialisme dans ses centres vitaux. Il n'empêche que dans une situation historique différente, il pourrait remplir une fonction positive, non pas en soi, mais en tant que force concourant à la chute du capitalisme impérialiste. Pour cela, il faudrait

que deux conditions soient remplies.

La première serait que le prolétariat local ne courre pas après un pathétique fantôme de patrie et ait donc une autonomie politique et organisationnelle, c'est-à-dire un programme propre, chose possible uniquement si le parti communiste international est implanté localement et suivi par une avant-garde ouvrière.

La seconde serait que le prolétariat des métropoles impérialistes, et en particulier de celle qui opprime l'Irlande, combatte son propre Etat et adopte le mot d'ordre de destruction du système impérialiste. Seule une lutte menée au cœur même de celui-ci peut briser les chaînes dans lesquelles il tient le monde prisonnier. Sans victoire dans cette lutte décisive, il n'y aura pas d'émancipation des peuples opprimés.

Le prolétariat est donc la seule force qui puisse libérer non seulement ces peuples, mais toute l'espèce humaine asservie aux exigences monstrueuses de l'accumulation capitaliste. Dans les pays impérialistes, il subit malheureusement une désagrégation résultant d'une forme particulière de « la concurrence que les ouvriers se font entre eux » et celle-ci est provisoirement plus forte que la tendance à l'unification de classe. Elle s'explique par le fait que l'impérialisme « national » jette à ses ouvriers les miettes restées au fond de la corne d'abondance des surprofits tirés de l'oppression d'autres pays ; ainsi se constituent non seulement des aristocraties ouvrières et des « partis ouvriers bourgeois », mais, comme Engels le disait au siècle dernier précisément à propos de l'Angleterre, « un prolétariat bourgeois ».

Telle est la base matérielle qui fait la fortune de l'opportunisme, c'est-à-dire des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (« labor lieutenants of the capitalist class »). Comme Lénine le notait dans "L'Impérialisme et la scission du socialisme" en octobre 1916, « s'il ne réussit pas à se débarasser de ceux-ci, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois ».

★

Dans son cahier "Le Marxisme et l'Impérialisme" (matériaux pour "L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme", 1916, Œuvres, tome 39, pp. 687-689), Lénine cite le passage suivant d'une lettre du 9 avril 1870 adressée par Marx à S. Meyer et A. Vogt :

« Le 1<sup>er</sup> janvier 1870, le Conseil Général a fait paraître une circulaire confidentielle rédigée par moi en français (...) sur le lien entre la lutte nationale irlandaise et la libération de la classe ouvrière et par conséquent sur la position que l'Association internationale se doit d'adopter à l'égard de la question irlandaise. Je vous en communique brièvement les points principaux :

« (...) Quant à la bourgeoisie anglaise, son intérêt principal concorde avec celui de l'aristocratie anglaise qui est de transformer toute l'Irlande en un vaste pâturage fournissant viande et laine au marché anglais aux prix les plus bas possible. (...) Mais la bourgeoisie anglaise a des intérêts encore beaucoup plus essentiels dans l'économie irlandaise moderne. Grâce à la concentration sans cesse croissante des terres affermées, l'Irlande déverse constamment ses excédents (de main d'œuvre) sur le marché anglais du travail et sur la situation matérielle et morale de la classe ouvrière anglaise. « Et enfin, le plus important ! »

Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont maintenant une classe ouvrière qui est divisée en deux camps hostiles : le prolétariat anglais et le prolétariat irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire hait l'ouvrier irlandais, concurrent qui fait baisser son niveau de vie moyen. Par rapport à lui, il

se sent membre de la nation dominante et c'est précisément pourquoi il se fait instrument aux mains de ses aristocrates et de ses capitalistes contre l'Irlande, renforçant de la sorte leur domination sur lui-même. Il nourrit des préventions religieuses, sociales et nationales à l'encontre de l'ouvrier irlandais. Il se conduit à son égard à peu près de la même manière que les pauvres blancs à l'égard des noirs dans les anciens Etats esclavagistes de l'Union américaine. L'Irlandais lui rend la monnaie de sa pièce, avec les intérêts. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'instrument aveugle de la domination anglaise en Irlande.

Cet antagonisme est maintenu artificiellement et accru par la presse, les sermons religieux, les revues humoristiques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. C'est dans cet antagonisme que réside le secret du maintien du pouvoir de la classe capitaliste. Cette dernière en est tout-à-fait consciente. Selon Marx, « la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande déterminerait et entraînerait inévitablement sa chute en Angleterre. Du même coup se trouveraient créées les conditions préalables d'une révolution prolétarienne en Angleterre » et comme l'Angleterre « est pour le moment le pays le plus important pour la révolution ouvrière l'Internationale doit donc se fixer pour but de placer partout au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande et de tous jours prendre ouvertement le parti de l'Irlande. La tâche particulière du Conseil central à Londres est d'éveiller la classe ouvrière anglaise à la conscience que la libération nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question abstraite de justice et d'humanité, mais la première condition de sa propre libération sociale. »

Un siècle a passé sans que l'attitude de la classe ouvrière anglaise et de son « parti ouvrier bourgeois » évolue, comme en témoigne le fait que personne n'a désavoué les récentes prises de positions des social-chauvins des Trade-Unions.

L'observation ironique de Marx sur « le caractère plus passionné et plus révolutionnaire des Irlandais comparés aux Anglais » prend ainsi valeur de prophétie. Le monopole commercial anglais est tombé, un « Etat libre d'Irlande » s'est constitué, mais l'Ulster continue à représenter pour l'Angleterre un champ d'exploitation direct, une pépinière de l'« armée industrielle de réserve », ce que l'Irlande tout entière n'a d'ailleurs pas cessé d'être indirectement. Les gentlemen des Trade-Unions continuent à tirer des privilèges du pillage de l'Irlande et d'autres pays, et à redouter la masse « non qualifiée » de leurs frères de travail irlandais. Cela les porte à appuyer la politique de leur Etat : « Right or wrong, my country » ("Qu'elle ait tort ou raison, c'est ma patrie").

Si les sous-développés se rebellent, on bénira la répression impérialiste, on la présentera même comme une réédition de la lutte des « côtes de fer » de Cromwell contre les « papistes païens » à Droghera ; au nom de la « liberté de conscience », on saluera des lois sur la discrimination religieuse (!) dans le pire style du Kulturkampf de Bismarck, présentant la faction du Révérend Ian Paisley et Cie comme l'héritière... de Milton ardent partisan de Cromwell. Comme d'habitude, la tragédie se prolonge en une farce sanglante : quand donc viendra notre dénouement révolutionnaire ?

★

Le chapitre 10 de l'article de Lénine « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (Octobre 1916, Œuvres, tome 22, p. 383) est consacré à « L'insurrection irlandaise de 1916 ». « Croire, écrit Lénine, que la révolution

sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite-bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétaires et semi-prolétaires politiquement inconscientes (nous sommes "pour la révolution des inconscients") contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch" l'insurrection irlandaise.

« Quiconque attend une révolution "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. (...) Des éléments de la petite-bourgeoisie et des ouvriers arriérés participeront inévitablement (à la révolution socialiste en Europe) ; sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible... »

Ces masses en mouvement véhiculeront fatalement des idéologies réactionnaires qui ne pourront être victorieusement combattues que si le prolétariat avancé, le parti de classe, se mettent à leur tête pour utiliser contre l'Etat bourgeois leur poussée objectivement subversive, pour orienter le bouleversement social en cours sur un plan définitivement et programmatiquement anti-capitaliste et pour s'emparer du pouvoir en suivant la claire voie révolutionnaire à travers la tempête sociale.

Sans aucun doute, comme dit Lénine, « la lutte des nations opprimées en Europe, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rues, à la violation de la discipline de fer de l'armée et à l'état de siège, aggravera la crise révolutionnaire en Europe infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. A force égale, le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste anglaise par l'insurrection en Irlande a une importance politique cent fois plus grande que s'il avait été porté en Asie ou en Afrique. « La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur indépendant dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force véritablement capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste. »

Il en va de même pour tous les facteurs de crise de la société bourgeoise qui, pris individuellement, sont incapables de la détruire, mais dont la combinaison (coïncidence de conditions économiques adéquates et de la combativité prolétarienne) constitue le terrain de la révolution.

Le mouvement irlandais peut jouer un rôle de catalyseur ou de détonateur dans la lutte de classe qui conduira à la défaite du capitalisme dans un de ses plus vieux bastions, défaite décisive puisque l'aire anglaise reste d'importance primordiale. Mais pour que ce rôle potentiel puisse se traduire dans les faits, il faudra une situation beaucoup plus critique que celle d'aujourd'hui et une « réceptivité » prolétarienne beaucoup plus grande, et si les deux choses sont liées, elles ne le sont pas de façon mécanique.

Dans les années 20, toute la dynamite accumulée à Dublin s'est déjà révélée insuffisante pour libérer le prolétariat anglais des chaînes de l'opportunisme. Cinquante ans plus tard, ce sont les véritables montagnes de charogne dressées par la contre-révolution que celui-ci devra balayer pour vaincre.

## Un mot d'ordre petit-bourgeois : "la fiscalité démocratique"

A longueur de colonne, la presse bourgeoise et surtout la presse opportuniste dénoncent les privilèges fiscaux des « accumulateurs de capital », à propos desquels elle exige que toute « la lumière » soit faite.

Pour "l'Humanité", l'impôt est injuste, car les masses populaires paient pour les riches, puisque les deux tiers des recettes fiscales de l'Etat proviennent de l'impôt indirect, lequel frappe aveuglément le riche et le pauvre.

Et qu'est-ce qu'oppose "l'Humanité" à cette fiscalité de classe, au service des grands monopoles ? « L'institution d'une fiscalité démocratique ».

Cette revendication d'une fiscalité juste, cette dénonciation de l'impôt indirect étaient déjà, en 1922, le fait de la C.G.T. réformiste — cette même C.G.T. qui jugeait "antisocialiste" la position suivante de la C.G.T.U. : « On conçoit qu'il nous soit pas possible d'accepter l'impôt en général, puisque cet impôt a pour objet de fournir les ressources nécessaires à la classe dont nous sommes les adversaires irréductibles. La "justice" fiscale n'existe pas en régime capitaliste, de même que toute justice y est constamment foulée aux pieds. »

Pour les réformistes qui écrivent dans "l'Humanité", il ne s'agit pas de détruire le système capitaliste, mais de supprimer l'injustice et l'immoralité qu'engendrent les surprofits des monopoles, en remplaçant l'équipe au pouvoir qui les favorise par un gouvernement d'union populaire.

Mais le rôle objectif de ces revendications d'une fiscalité juste, c'est surtout de détourner les luttes du prolétariat de leurs objectifs propres, tant immédiats, comme les augmentations de salaires, qu'à long terme, pour les placer sur le terrain des revendications démocratiques et inter-classistes communes aux « salariés, aux artisans, aux commerçants et aux membres des professions libérales ».

Cependant, poussé par les contradictions mêmes du capitalisme, le prolétariat reprendra la lutte pour ses propres objectifs de classe, et ce faisant, balayera la racaille opportuniste et le capitalisme lui-même : le valet et le maître.

# Cours de l'impérialisme mondial

L'objet général du rapport fait en Réunion générale de Parti était de montrer comment le cycle de 25 années de prospère accumulation du capital qui a suivi la deuxième guerre impérialiste a mené à la reconstitution des impérialismes vaincus et aux premiers affrontements économiques interimpérialistes, qui ne peuvent que s'accroître dans la période à venir.

## LE NOUVEAU CYCLE D'ACCUMULATION CAPITALISTE

Pour le marxisme, les guerres, loin d'être les monstrueuses aberrations déplorées par la pensée démocratique petite-bourgeoise, sont une implacable nécessité pour le système capitaliste pris dans son ensemble, l'unique façon pour celui-ci de se débarrasser, par le moyen de la lutte armée entre Etats impérialistes concurrents qui cherchent à détruire le potentiel des autres, du trop-plein de capital et de marchandises qui étouffe l'ensemble du monde capitaliste.

Cette solution impérialiste à la crise, appelée à se répéter inéluctablement si le prolétariat n'y met pas fin par sa révolution et sa dictature impitoyable sur les classes vaincues, constitue pour le capital un véritable bain de jouvence, au sortir duquel, plus le traitement a été draconien, plus la nouvelle croissance des forces productives est prodigieuse, jusqu'à ce qu'elle rende inévitable de nouvelles crises et de nouveaux affrontements.

Confirmer entièrement cette vision marxiste, la gigantesque destruction de forces productives (capital et force de travail) réalisée par le second conflit impérialiste a donné le champ libre à un quart de siècle de prospère accumulation du capital dans toutes les aires où les rapports de production adéquats - marché, salariat, monnaie - le permettaient et l'exigeaient, c'est-à-dire aussi bien dans les classiques pays capitalistes occidentaux que dans le lointain Japon, en Russie, dans les soi-disant "démocraties populaires" ou en Chine (mais ces deux derniers cas seront pour le moment laissés de côté car, s'agissant de capitalismes encore relativement arriérés (1), ils ne sauraient en être arrivés à la phase impérialiste du capitalisme).

Pour mettre en évidence cette croissance des forces productives, nos travaux de parti utilisent "traditionnellement" deux indicateurs classiques : l'indice de la production industrielle, et la production d'acier brut. Si l'on convient que pour chacun des pays considérés, la production industrielle est représentée par l'indice de base 100 en 1946, en 1970 elle est représentée par les chiffres suivants :

Grande-Bretagne .....	228
U. S. A. ....	275
France .....	509
Allemagne (Ouest) ....	1500
U. R. S. S. ....	1557
Japon .....	3874

En un quart de siècle, la production industrielle de ces pays a donc été multipliée par des chiffres variant de 2,3 (cas le plus faible : Grande-Bretagne), à 38 (cas le plus fort : Japon). Ces chiffres devraient suffire à faire rentrer dans la gorge de leurs auteurs toutes les théories sur la soi-disant "stagnation" des forces productives ; qu'il s'agisse de démontrer que le capitalisme est entré dans une phase de prétendue "crise permanente", prétexte nécessaire, pour certains groupes trotskystes à un activisme échevelé doublé d'une honteuse pratique de lâche-bottes aux contre-révolutionnaires

## RECONSTITUTION DES IMPERIALISMES VAINCUS

Le résultat le plus important de cette croissance ininterrompue mais inégale des forces productives depuis 25 ans a été la reconstitution des impérialismes vaincus dans la seconde guerre mondiale.

La production d'acier du Japon (97 millions de tonnes en 1971) talonne celle des U.S.A. (120 millions de tonnes) qu'elle dépasse, selon les prévisions américaines, dans quelques années (et qui vient d'être elle-même dépassée par celle de l'U.R.S.S. avec 132 millions de tonnes en 1971) ; celle de l'Allemagne (45 millions de tonnes) a dépassé depuis longtemps celles de la France (24 millions de tonnes) et de l'Angleterre (28 millions de tonnes).

La prépondérance des U.S.A. sur le marché mondial est remise en cause par l'Allemagne (qui les a déjà dépassés pour l'exportation de

(1) Exception faite de la Tchécoslovaquie, petit capitalisme assez développé, mais mis en coupe réglée depuis 25 ans par l'impérialisme russe.

res stalinien ; qu'il s'agisse, au nom de la lutte contre la mauvaise gestion du "pouvoir des monopoles" qui freinerait le développement des forces productives, d'enfoncer un peu plus la classe ouvrière dans un programme "démocratique" et petit-bourgeois ; qu'il s'agisse enfin, pour justifier les théories contre-révolutionnaires du "socialisme dans un seul pays", de définir purement et simplement la société socialiste par... des taux d'accumulation record, que le capitalisme serait par nature incapable d'atteindre, toutes ces balivernes théoriques vont à l'encontre, comme le montrent les chiffres cités, de la plus élémentaire vraisemblance, et surtout de toute la théorie marxiste qui ne connaît aucune "stagnation" des forces productives, mais bien leur croissance ininterrompue (sinon en courte période), jusqu'à l'effondrement ou la guerre.

L'examen des chiffres cités confirme intégralement la loi de vieillissement des capitalismes et de ralentissement des taux de croissance (qui n'a aucun rapport avec la "stagnation" !) énoncée par le marxisme : les rythmes de croissance les plus faibles sont le fait des capitalismes les plus anciens, et dont le capital n'a pas été détruit par la guerre : Grande-Bretagne et U.S.A. ; vient ensuite la France, capitalisme plus ancien que celui des U.S.A., mais dont les installations productives ont été en partie détruites en 1940-45 ; enfin les rythmes rapides sont le fait, soit de capitalismes jeunes parce détruits par la guerre (Allemagne et Japon), soit d'un capitalisme jeune et partiellement détruit (la Russie). Une fois de plus on remarque que, si l'on appliquait les théories staliniennes, on devrait dire que le Japon est bien plus socialiste que la Russie, puisqu'il a eu un rythme d'accumulation bien plus élevé, et l'Allemagne guère moins ; nous les mettons, quant à nous, dans le même sac qui ne s'appelle pas "socialisme" mais "accumulation forcée du capital sur le dos du prolétariat".

Un autre indicateur de la croissance des forces productives, très significatif bien que portant sur une courte période, a été donné à la réunion : il s'agit d'un indice exprimant le gain de productivité, c'est-à-dire l'accroissement de la quantité de valeurs d'usage qu'une même force de travail peut fabriquer en un temps donné. En prenant la base 100 en 1963, l'indice passe en 1970 à :

127 pour la Grande-Bretagne,
122 pour les U. S. A.,
141 pour l'Italie,
154 pour la France,
146 pour l'Allemagne,
220 pour le Japon.

De tels indices pourront servir, dans la société socialiste, à mesurer le sculagement de l'espèce dans son activité productive ; sous le capitalisme, ils expriment beaucoup plus que la productivité : l'augmentation des cadences, l'abus du travail des prolétaires, le licenciement des ouvriers chassés par les machines.

produits manufacturés, produit capitaliste par excellence, dont elle a le premier rang mondial) ; la part des U. S. A. dans les exportations mondiales n'a cessé de baisser depuis 1948, passant de 22 % à 13,6 % en 1970 ; celles de l'Allemagne et du Japon n'ont cessé d'augmenter, passant respectivement de 1,3 % à 10,9 % et de 0,4 % à 6,2 % (le Japon ayant dépassé l'Angleterre en 1970).

Globalement, le géant impérialiste américain reste la première puissance économique mondiale, comme en témoigne son Produit National Brut (993 milliards de dollars en 1970), nettement supérieur à tous ceux de ses concurrents (197 pour le Japon, 187 pour l'Allemagne, 148 pour la France, 120 pour la Grande-Bretagne, 300 environ pour l'U.R.S.S.) ; mais la somme des PNB de ses quatre "alliés" occidentaux représente maintenant environ les deux tiers du PNB des U.S.A., contre 50 % seulement il y a 10 ans, et leur concurrence se fait de plus en plus vive.

## VERIFICATION DES PRINCIPALES LOIS MARXISTES

Avant de montrer comment le nouveau cycle d'accumulation capitaliste a mené aux premiers affrontements interimpérialistes (limités pour le moment au domaine économique), le rapport a montré qu'il s'était déroulé en vérifiant entièrement les principales lois marxistes.

Les chiffres donnés par les statisticiens bourgeois eux-mêmes (OCDE, ONU) confirment que dans tous les pays capitalistes, la production de biens d'équipements, c'est-à-dire de machines et installations servant à produire (le secteur I de Marx dans le Livre II du Capital) croît plus vite que la production de biens de consommation (le secteur II), et que s'accroît donc la composition organique du capital, et la monstrueuse tendance à la production pour la production qui caractérise le mode de production capitaliste.

De cette augmentation incessante de la composition organique du capital, qui a pour conséquence la nécessité pour les capitalistes de faire des investissements toujours plus lourds et plus coûteux, Marx déduit dans le Livre III du Capital la loi de baisse tendancielle du taux de profit moyen : si les profits absolus du capital augmentent sans cesse (montrant que le prolétariat est toujours plus exploité par le capital), les masses de capital avancées pour obtenir ces profits augmentent encore plus vite, et le rapport des profits totaux obtenus au capital total avancé, c'est-à-dire le taux de profit moyen, a historiquement tendance à baisser, malgré l'influence de facteurs contraires qui peuvent contrebalancer momentanément la tendance inéluctable à la baisse. La société bourgeoise entretient depuis un siècle de soi-disant "homme de science" pour démontrer la fausseté du marxisme en général, et en particulier de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, qui comme le montrait déjà Marx, plonge dans la panique les plus féroces et les plus cyniques exploités ; mais d'autre part elle est bien obligée dans la pratique de calculer la rentabilité des investissements, branche par branche et en moyenne, pour investir le capital là où il rapporte le plus, exactement comme l'avait

prévu et expliqué Marx dans le Livre III du Capital ; le rapport a montré que les résultats des 3.500 plus grosses sociétés U. S., publiés annuellement par la "First National City Bank", confirment entièrement la prévision marxiste, puisque le taux de profit moyen réalisé par l'ensemble de ces sociétés est passé d'un sommet de 18,9 % en 1948 à des taux de l'ordre de 10 à 11 % au début des années 70, malgré une courte période de hausse du taux moyen due entre 1961 et 1966 aux bonnes affaires réalisées grâce à la guerre du Vietnam.

Une autre conséquence de l'utilisation croissante des machines dans le processus productif est le remplacement incessant de l'ouvrier par la machine, et la formation d'une armée industrielle de réserve dans laquelle le capital peut puiser à volonté la force de travail dont il a besoin. Les chiffres donnés ont montré que contrairement aux théories bourgeoises qui veulent faire passer le chômage pour un accident dû à la mauvaise conjoncture économique, contrairement aussi aux thèses des faux "communistes" qui l'attribuent à une mauvaise gestion gouvernementale de la maudite économie "nationale", l'armée de réserve des chômeurs augmente dans tous les pays parallèlement à l'augmentation de la production ; ainsi en Grande-Bretagne entre 1963 et 1971, le nombre des prolétaires employés dans les industries de transformation a baissé de 4 %, alors que la production augmentait de 31 % ; en France, entre 1963 et 1968, pour une même baisse de 4 % de la force de travail industrielle, la production augmentait de 28 % ; en Italie, entre 1963 et 1966, les chiffres étaient respectivement de -5 % et de +18 % : la prospérité du capital est toujours obtenue sur le dos du prolétariat !

Les derniers chiffres donnés dans cette partie du rapport illustraient la prévision de Marx sur la formation du marché mondial et l'internationalisation croissante de l'économie. L'expansion du marché mondial pendant 25 ans a répondu à l'impétueux essor des forces productives, et ce n'est que depuis quel-

que temps que la bourgeoisie commence à s'apercevoir avec effroi que, conformément à notre classique prévision marxiste, le "volcan de la production" pourrait bien être englouti par le "marais du marché". Le total des exportations mondiales est passé de 23,5 milliards de dollars en 1938 à 311,2 milliards de dollars en 1970, soit une augmentation de + 1220 %. Cette expansion profite de plus en plus aux pays capitalistes développés, puisque le total des exportations des sept premiers pays exportateurs (U. S. A., Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, France, Italie, U.R.S.S.) représentait en 1970 50,8 % des exportations mondiales totales, contre 35 % seulement en 1938.

Mais ainsi qu'on l'a déjà dit elle profite de manière inégale aux divers impérialismes ; entre 1948 et 1970, la part des U.S.A. a baissé régulièrement de 22 % à 13,6 %, celle de la Grande-Bretagne de 11 à 6,3 %, alors que celle de l'Allemagne passait de 1,3 à 10,9 %, celle du Japon de 0,4 à 6,2 %, celle de la France de 3,6 à 5,6 %, celle de l'Italie de 1,8 à 4,2 % ; la part de l'U.R.S.S. est passée de 1,5 % environ à 4,1 %, en lente diminution depuis le milieu des années 60.

La conséquence inéluctable de ce quart de siècle d'accumulation capitaliste est la surproduction du capital ; sans entrer dans les catégories de la statistique bourgeoise, cette surproduction se manifeste pour le marxisme par plusieurs phénomènes : d'abord, l'existence depuis quelques années d'une énorme masse de plusieurs dizaines de milliards de dollars de capitaux flottants qui parcourent le monde capitaliste à la recherche des investissements les plus rentables (le plus souvent purement spéculatifs - au grand scandale des petits-bourgeois "communistes", grands défenseurs de l'exploitation honnête du prolétariat et d'un capitalisme propre) ; ensuite, la baisse des taux d'intérêt, phénomène mondial qui signifie que l'offre du capital est mondialement supérieure à la demande ; enfin et surtout, l'accroissement des exportations de capitaux des principaux pays capitalistes, qui signifie que le monde est entré dans une nouvelle phase d'affrontements interimpérialistes. (à suivre)

## Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

### Les tâches internationales de la dictature

Les tâches que le régime prolétarien doit remplir dans la phase post-insurrectionnelle sont de deux ordres, intérieures et extérieures. Les tâches intérieures, c'est-à-dire se posant dans le cadre du territoire régi par le pouvoir prolétarien, ne peuvent toutefois pas être séparées des tâches extérieures, c'est-à-dire des relations qui s'établiront, d'une part, entre l'aire géographique régie par le pouvoir révolutionnaire prolétarien et l'aire encore régie par la bourgeoisie, et, d'autre part, entre l'Etat ouvrier et le prolétariat des pays capitalistes.

Le socialisme n'est pas un problème national, ni limité à quelques pays privilégiés par l'histoire. Etant un nouveau mode de production et de vie sociale, il ne peut subsister qu'à la seule condition de s'imposer dans le monde entier. Cependant, cette extension est un processus relativement long et si la dictature du prolétariat peut l'abrégier et le rendre plus facile, elle ne peut par contre pas le réduire à rien.

Les rapports entre l'Etat prolétarien et le prolétariat international dépendent de la direction du parti communiste mondial qui exerce son contrôle sur l'ensemble du mouvement. La Gauche communiste italienne a toujours fait remarquer que l'absence de contrôle de la part de la III<sup>e</sup> Internationale sur la politique du parti russe et donc sur la politique de l'Etat ouvrier en Russie a été un des aspects les plus dramatiques de la situation qui s'est créée après 1920. C'est une règle du marxisme de considérer que la victoire de la révolution dans un ou plusieurs pays n'est pas l'affaire « privée » et exclusive du prolétariat concerné, mais un épisode de la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat international, et que la

sauvegarde de cette victoire est donc subordonnée à la victoire finale et complète de la révolution dans le monde. C'est par conséquent le parti mondial qui devra contrôler la dictature prolétarienne locale.

L'Etat prolétarien est une arme puissante et irremplaçable entre les mains du parti, c'est-à-dire de l'organe mondial de la classe ouvrière, surtout quand il s'agit de lutter contre le capitalisme international avec tout le poids des forces de classe organisées militairement.

L'Etat prolétarien revendique ouvertement l'organisation centrale de la violence que l'Etat démocratique tente de dissimuler. La trahison contenue dans la formule scélérate de « socialisme dans un seul pays » ou pire de « communisme dans un seul pays » ou, ce qui revient au même, dans un groupe de pays, apparaît plus nettement encore si au lieu de se limiter à ses tâches intérieures on considère les tâches internationales de l'Etat prolétarien.

Finalement, soit qu'il entreprenne des luttes revendicatives, soit qu'il se prépare à un assaut révolutionnaire, le prolé-

ariat des pays capitalistes peut compter sur l'armée de l'Etat prolétarien, sur l'enthousiasme de cette partie de la classe ouvrière qui s'est libérée du régime politique bourgeois et sur son expérience de lutte ; à son tour l'Etat ouvrier peut compter sur la lutte prolétarienne dans les pays non encore libérés de la dictature capitaliste, lutte qui tend à affaiblir et, au moment opportun, à saboter les défenses des Etats capitalistes, favorisant ainsi le renforcement et l'extension de l'autorité morale, politique et militaire de la dictature prolétarienne, non seulement sur la classe ouvrière internationale, mais même sur les classes moyennes et les couches hésitantes de la population.

Dans l'accomplissement de ces tâches internationales, la dictature ne doit pas négliger les questions économiques et sociales intérieures, mais le développement de la production, l'organisation de l'économie et de l'effort de travail dans les pays à régime prolétarien, seront nécessairement orientés en fonction de la lutte militaire contre le régime bourgeois, tâche à laquelle toutes les énergies du prolétariat révolutionnaire devront être subordonnées.

### Caractère transitoire de la dictature

Alors que, partant de la forme libérale et démocratique pour finir dans la forme totalitaire, l'Etat capitaliste a parcouru une parabole ascendante, l'Etat prolétarien en décrit une descendante. Pouvoir politique absolu et exclusif au début, il disparaît progressivement pour disparaître enfin. C'est pourquoi Marx définissait l'Etat ouvrier comme une forme « ouverte » et celui de la bourgeoisie comme une forme « fermée ». En conséquence, la dictature du prolétariat est temporaire et transitoire, liée à l'accomplissement de sa tâche essen-

tielle : la destruction du mode de production capitaliste. La rapidité avec laquelle l'Etat de classe marchera dans cette direction principale dépend de la résistance qu'il rencontrera.

La dictature étant caractérisée par sa forme ouverte, toujours plus ouverte à mesure que la division sociale et technique du travail tend à disparaître, elle écartera le danger de l'ossification d'une couche de bureaucrates et de technocrates. La mesure, fameuse et toujours valable, prise par la Commune

(Suite page 4)

# LE RAPPROCHEMENT SINO-AMERICAIN

## Indochine : la fin du « containment » ?

(Suite de la première page)

Dès l'annonce du voyage de ce dernier en Chine, presque tous les commentateurs ont immédiatement supputé que ce qu'il allait y chercher était la clef de la question indochinoise. Partant du principe que « jamais Mao n'abandonnerait les peuples d'Indochine », ses partisans proclamaient que la visite signifiait la capitulation de l'impérialisme yankee. Par malheur pour eux, le « principe » en question n'avait jamais été qu'un acte de foi aveugle de leur part. Lors des accords de 1954 à Genève, la Chine avait déjà clairement montré les limites de sa solidarité avec les malheureux Vietnams en donnant son aval à la partition de leur pays et en faisant remonter la frontière entre le Nord et le Sud au 17<sup>e</sup> parallèle, alors que le Vietnam occupait les 90 % du pays. Dans les années 66-67 elle n'avait pas hésité à intercéder les livraisons soviétiques à destination de Hanoï. En 1971-72, elle a montré enfin avec éclat, lors du soulèvement populaire du Bengale, que sa raison d'Etat était plus forte

que son amour de propagande pour les « peuples opprimés », et que ladite raison pouvait lui commander d'armer le bourreau plutôt que la victime. Il est donc certain que les soldats chinois ne mourront pas pour le Vietnam.

Le Nord-Vietnam ne s'y est pas trompé qui, profitant de la visite de Nixon à Pékin, célébrait une très ancienne victoire vietnamienne sur des envahisseurs chinois. Il est tout à fait significatif que ce pays qui, au plus fort de la querelle sino-soviétique, avait su ménager la chèvre et le chou, provoque aujourd'hui le « grand peuple ami » et rende un hommage chaleureux à l'U. R. S. S. Mais l'économie vietnamienne, tenue à bout de bras par le grand arrière chinois ne permettra pas d'aller au-delà de ces intempérances verbales.

Le sort du Vietnam est donc scellé : les bombardements américains n'ont nullement déçu pendant que Nixon visitait Mao, mais cela n'a troublé en rien la « grande compréhension » qui a animé les conversations.

## Extrême-Orient bleu-blanc-rouge

Les journalistes s'interrogent, ne sachant si c'est Mao qui a « trahi » ou le « tigre de papier » qui s'est transformé en minet d'appartement ; si nous assistons à un remake du David-Mao terrassant Goliath-U.S., ou à une superproduction hollywoodienne montrant la démocratie Américaine volant au secours du paysan chinois affamé ; en fait, pour comprendre la politique chinoise, il suffit d'en étudier les bases économiques.

En rejetant le Kuomintang dans son réduit formosain, le P. C. chinois n'a pas achevé une révolution socialiste, comme nous l'avons suffisamment démontré dans ce journal, mais il a mis fin au règne de la bourgeoisie compradore, permettant la naissance d'un capitalisme spécifiquement chinois. Alors que pendant plus d'un siècle, la Chine avait été mise en coupe réglée par les impérialismes européens et japonais, la victoire de Mao dans la guerre de libération lui rendait son indépendance nationale. Dix ans plus tard, la querelle sino-soviétique s'explique de même par la réaction chinoise contre la pesante tutelle russe.

## La marche vers l'Est du capitalisme russe

Il est facile de déduire de la dialectique maoïste que l'ennemi principal n'est plus l'Amérique mais la Russie. Le « maoïsme » étant l'idéologie de la constitution de l'Etat national chinois, il est bien évident que pour lui, c'est le colonisateur d'hier qui représente aujourd'hui le plus grand danger.

C'est un fait que, stoppé vers l'Ouest par les différentes puissances européennes, l'Etat russe est parti très tôt à la conquête des grands espaces sibériens. Dès 1650, il se heurte aux Mandchous sur l'Amour ; mais il faudra attendre le 19<sup>e</sup> siècle et l'effondrement de la Chine sous la poussée des impérialismes occidentaux pour voir les Russes occuper cette région.

Par les traités d'Aïgoun (1858) et de Pékin (1860), la Russie prit possession des bassins de l'Amour et de l'Oussouri, toutes provinces qui payaient tribut à l'Empereur de Chine et que le jeune capitalisme chinois se fait fort de récupérer aujourd'hui ! Nous qui avons eu « la question d'Alsace-Lorraine », nous ne connaissons que trop la puissance mobilisatrice du chauvinisme dans les nations paysannes.

Par les nouveaux traités de 1896 et 1898, la Russie s'assura encore des positions dominan-

tes en Mandchourie et en Chine orientale, et il faudra attendre la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905 en Russie pour que la présence russe recule en Chine.

C'est seulement quarante ans plus tard, à la faveur de la lutte contre le « fascisme » japonais que la Russie revindra en force dans son ancienne chasse gardée. Plutôt que d'aider Mao dans sa conquête nationale, elle pille allègrement la Mandchourie ; les accords signés par Mao et Staline en février 1950 entérineront un état de fait. Les Russes gardent leur position dominante dans la Ruhr chinoise et dans le Sin-Kiang où les sociétés mixtes sont à majorité russe ; la Chine ne recouvrera ses droits sur ces provinces qu'à la mort du dictateur soviétique.

La querelle sino-soviétique, les affrontements sanglants de 1969 sur les rives de l'Oussouri ne sont donc pas de simples accidents : il ne pouvait en aller autrement alors que les intérêts étaient si manifestement contradictoires ; d'un côté de grands territoires vides, de l'autre une masse de 800 millions d'hommes affamés, une nation à la recherche de son « espace vital » face à la deuxième puissance impérialiste du monde.

## L'impérialisme aux abois

Que vient faire l'Amérique dans tout cela ? L'empressement de Nixon à se rendre à Pékin donne déjà une réponse : la première puissance du globe va tenter de trouver en Chine une solution à ses problèmes. Alors que la crise, sans cesse différée depuis trois ans, affole les chancelleries et les Conseils d'administration, ces problèmes se posent clairement : il faut coûte que coûte ouvrir de nouveaux marchés, mais sur une planète saturée, il ne reste plus aujourd'hui que trois possibilités : le marché russe ; celui de ses satellites ; le marché chinois. Cet ensemble pourrait bien absorber le surplus de production des pays industrialisés, mais il est resté fermé jusqu'à aujourd'hui pour des raisons non seulement politiques, mais économiques ; son faible développement capitaliste ne lui permettait pas d'accroître sensiblement ses échanges avec l'extérieur.

La solution existe, mais elle est politique : seuls des crédits à long terme permettront au bloc dit « communiste » d'absorber la masse de produits dont les grands pays capitalistes regorgent. Sentant que c'est son indépendance qui est en jeu, la Russie manifeste jusqu'à présent beaucoup de circonspection à l'égard des capitaux occidentaux. Ses satellites qui, par le biais des traités inégaux, ont payé un lourd tribut à l'industrialisation de la Russie, font preuve de beaucoup plus d'empressement. C'est en parti-

culier le cas de la Roumanie et de la Hongrie, où les capitaux ouest-allemands tentent de réoccuper les positions perdues en 1945 ; mais cette évolution est encore lente, car la Russie veille au grain, comme l'a bien montré son intervention militaire de 1968 en Tchécoslovaquie.

Dans le jeu complexe des pressions internes et externes, les premières pourraient bien l'emporter. « Plus de beefsteak et moins de sacrifices socialistes », ont crié les ouvriers polonais en révolte, et ce coup de semonce authentiquement prolétarien a obligé tous les régimes de l'Est à augmenter les salaires, l'U.R.S.S. y comprise. Mais pour donner plus de beu-

re tout en continuant à construire des canons, ils devront accroître la production et la productivité, ce qu'ils ne pourront faire qu'avec l'« aide » du capitalisme occidental.

C'est bien là-dessus que compte l'impérialisme américain, qui a fait le même calcul pour la Chine : afin de s'ouvrir un marché de 800 millions de consommateurs, il n'a pas hésité à brader Formose. On peut évidemment émettre quelques doutes sur les possibilités d'extension à court terme de ce marché : le capitalisme chinois est encore trop jeune pour permettre une arrivée massive de marchandises occidentales. Il n'en reste pas moins que le voyage de Nixon à Mao est un événement historique : il annonce la réouverture, au moins virtuelle, du marché chinois, c'est-à-dire l'extension du marché capitaliste à l'échelle planétaire.

## « Les alliances pacifiques préparent les guerres » (Lénine)

Dans un monde jusqu'alors séparé en deux grands blocs réputés antagonistes « sur le plan social et idéologique », le rapprochement sino-américain n'a pas une simple signification économique : il bouleverse les préjugés et les illusions qui permettaient jusqu'ici aux différents impérialismes de mobiliser leurs prolétaires qui pour la démocratie qui pour la patrie socialiste. Quand le monde cesse d'être blanc et noir, la paix sociale n'est plus assurée.

La crise qui se profile et les turbulences qu'elle entraîne précipiteront les révoltes aux marges de l'impérialisme. Des

luttons ouvrières éclateront à nouveau, et pour conjurer cette menace, les bourgeois tentent une nouvelle fois d'exciter le chauvinisme.

Dans un dernier sursaut, l'Amérique pourra bien agiter le « péril noir », et la Russie le « péril jaune » ; trop tard, car après tant d'années de victoire de la contre-révolution, l'heure historique du « péril rouge », c'est-à-dire d'une authentique reprise du prolétariat tant de fois trahi, d'une authentique offensive du communisme tant de fois bafoué et travesti, pourrait bien avoir à nouveau sonné, enfin !

## Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

(Suite de la page 3)

d'abord, et les bolcheviks ensuite, qui consistait à rémunérer les fonctions publiques par un salaire non supérieur à celui de l'ouvrier qualifié, sera appliquée dans des conditions générales plus favorables du fait que nombre de ces fonctions seront remplies beaucoup plus aisément grâce au plus grand développement économique et à l'accession d'un nombre croissant de citoyens aux « affaires générales » de l'Etat (conséquence de la réduction énergétique du temps de travail socialement nécessaire exprimé en heures de travail journal-

lier). Le concours de la jeunesse prolétarienne, de la première génération qui pourra avoir confiance dans l'avenir, assurera l'accomplissement des fonctions qui réclament de la passion, de l'esprit d'abnégation, de la discipline, de l'initiative de classe, comme par exemple les tâches inhérentes à la réorganisation de l'école, de l'éducation intellectuelle et physique, de l'instruction militaire.

La question des rapports entre les membres de la société et les fonctions étatiques est vaste et complexe, mais il est certain qu'après la victoire insurrectionnelle, tous ceux qui, avec le Parti de classe, consi-

déreront le passage au socialisme inférieur (c'est-à-dire le dépassement de la phase dictatorial du régime prolétarien) comme une nécessité vitale, considéreront l'exercice de ces fonctions non seulement comme un « droit », mais comme un « devoir », comme un impératif auquel on ne peut se soustraire sans favoriser un retour du capitalisme, une restauration des privilèges de classe contre lesquels la Révolution se sera précisément dressée.

Napoléon lia les paysans au sort de l'Etat bourgeois en leur concédant la terre. La révolution communiste attachera les masses travailleuses aux destinées de la dictature prolétarienne en portant des coups mortels à toutes les formes qui ont jusque là empêché le libre développement des forces productives, démantelant toute suprématie économique d'individus ou de classe, assurant la sécurité de chacun en instaurant celle de tous.

(à suivre)

## La rude tâche de l'opportunisme

Après la rupture des négociations salariales, il s'agit pour la C. G. T. d'utiliser « toutes les formes d'action possibles » — entendez : éviter si possible tout mouvement de grève.

A la S. N. C. F., les directions opportunistes ont remporté en ce sens un véritable succès puisqu'elles sont parvenues à créer des rassemblements de plusieurs centaines d'ouvriers, sans appeler à la grève.

Et l'Humanité, après avoir constaté avec plaisir : « Hier tous les trains ont circulé. Le rassemblement, suivi de la courte mais puissante manifestation, était une forme d'action nouvelle », ajoute, « réunir tant de cheminots sans que le travail soit interrompu n'est pourtant pas facile. On n'imagine pas toujours ce qu'une telle forme de protestation représente d'effort d'imagination » (19 février).

La voie de la Démocratie avancée n'est pas facile, en effet, et la tâche de l'opportunisme est rude. Alors que la bourgeoisie prise à la gorge par la concurrence, soumet le prolétariat à une exploitation croissante, il lui faut maintenir les luttes ouvrières dans des limites « raisonnables » pour qu'elles ne risquent pas de compromettre l'alliance avec les partis « de gauche » ou d'effrayer l'électorat petit-bourgeois.

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »  
1, 3, 5, Boulevard Schloesing  
MARSEILLE (X<sup>e</sup>) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

## Le plomb de la démocratie

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

aussi que masquer le fait que cette violence est inhérente au système du salariat lui-même. Quand ils réclament le désarmement des policiers patronaux, ils ne font eux aussi que masquer le fait que le garant principal de l'exploitation n'est pas dans les usines mais dans l'Etat. Quand ils appellent tout « le peuple de France » à lutter contre le fascisme pour le retour ou la défense de la démocratie, ils font croire qu'il pourrait exister un Etat bourgeois neutre, qui ne serait pas l'instrument de la dictature du capital sur la classe ouvrière.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Les signes d'une crise mondiale du capitalisme se profilent à l'horizon. Les premières réactions ouvrières violentes, instinctives et embryonnaires qui commencent à éclater çà et là dans le monde contre l'oppression bourgeoise et l'impuissance à laquelle ses directions opportunistes condamnent ses luttes et ses revendications, annoncent les explosions inéluctables plus violentes et plus profondes qui projeteront dans une guerre à mort, l'un contre l'autre, prolétariat et bourgeoisie.

Mais la condition même pour que cet affrontement puisse être fécond et ouvrir l'ère de l'émancipation prolétarienne, est que le prolétariat trouve la force de reconstituer le Parti Communiste Mondial brandissant le véritable programme de classe, celui de Marx, d'Engels et de Lénine, seul capable de donner, sur le cadavre de toutes les illusions démocratiques et pacifistes, une direction radicale à ses combats et de le conduire jusqu'à la victoire sur le capital.

Non la paix entre les classes, mais la guerre entre les classes ! Non la démocratie, mais la destruction violente de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature prolétarienne et de la terreur rouge contre les classes ennemies !

Pour l'abolition du salariat ! Pour la société sans classes, le communisme !

LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES. ILS ONT UN MONDE A GAGNER.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

## PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12<sup>e</sup>). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du « Prolétaire », 7, crs d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).